

POLITIQUE SUR LES DÉCHETS ET SENSIBILISATION

Premières questions à poser au lecteur avant la lecture :

- Pensez-vous que les politiques sur les déchets affectent notre quotidien ? Si oui, comment ?
- Savez-vous quelles sont les politiques/législation sur les déchets pertinentes dans votre municipalité ?
- Savez-vous quelles sont les politiques/législation sur les déchets pertinentes dans votre pays ?
- Connaissez-vous les politiques et les législations européennes pertinentes ?
- De quelle manière les différents niveaux (local, régional, national et européen) d'élaboration de politiques sont-ils liés les uns aux autres ?
- Dans votre pays, quel est le processus d'élaboration de politiques à l'échelle nationale et locale ?

À QUOI SERVENT LES POLITIQUES SUR LES DÉCHETS ?

Le terme politique est défini comme l'action délibérée, ou le groupe d'actions, initiée par une institution, une organisation ou une personne. En tant qu'Ambassadeurs zéro déchet, dans le cadre de notre travail, nous nous engageons tous les jours envers les politiques. Les politiques proviennent surtout des institutions gouvernementales, allant de l'échelle européenne à l'échelle locale, mais proviennent aussi des entreprises – par exemple leur politique sur la quantité de matière recyclée qu'elles intègrent dans la conception d'un certain produit.

Pour la majeure partie du présent chapitre, nous nous rapporterons à la politique en tant que politique publique – les actions et les décisions prises par des représentants élus par le public et des institutions publiques en rapport avec la façon dont les systèmes de gestion et de prévention des déchets sont mis en œuvre.



Les connaissances sur la création de la politique publique sur les déchets et les ressources sont inestimables pour les Ambassadeurs zéro déchet et les organisations qui travaillent sur ce sujet. Ils établissent le cadre d'action à partir duquel tous les autres porteurs d'enjeu travaillent. Savoir comment ces politiques sont élaborées puis mises en vigueur, la manière dont elles affectent les systèmes de gestion de déchets locaux et la façon dont les différents niveaux d'élaboration de politiques interagissent apportera de nombreux avantages aux Ambassadeurs et vous aidera à atteindre vos objectifs.

Imaginez cette tâche :

Vous êtes un militant zéro déchet et souhaitez que plus de personnes utilisent des tasses réutilisables à emporter

Quel serait votre plan d'action ?

Combien de personnes pourriez-vous affecter avec ce plan ?

Bon nombre des militants débutants essaient de convaincre leurs amis et leurs connaissances à apporter leurs propres tasses à café et les informent de la pollution causée par les tasses à usage unique. Toutefois, ce type d'action n'a pas une très grande portée. Bien qu'il soit important de sensibiliser au problème et de soutenir l'action individuelle, une action plus efficace sur le long terme consisterait à influencer le système de réglementation sur les boissons à emporter.

Pour le mettre en valeur, penchons-nous sur un exemple récent en Allemagne. Comme nous le verrons plus tard dans ce chapitre, pour l'instant, la législation européenne sur la réutilisation n'est pas aussi vigoureuse qu'elle le devrait. En Allemagne, les militants ont fait pression pendant des années pour obtenir une législation qui soutiendra les modèles commerciaux de réutilisation, comme le système de consigne pour les bouteilles de bière.

De nombreux groupes locaux ont commencé à utiliser cette nouvelle loi fédérale pour aider leurs municipalités et les entreprises locales à adopter cette loi, tout en allant plus loin en éliminant l'option d'usage unique.

Cet exemple montre comment les différents leviers d'élaboration de politiques interagissent (en mieux ou en pire) les uns avec les autres, et doivent tous être pris en compte lorsque vous travaillez sur des stratégies zéro déchet locales.

Être un Ambassadeur zéro déchet efficace exige :

- une compréhension profonde de la manière dont les politiques sont élaborées et
- l'aptitude à sensibiliser efficacement au nom des stratégies zéro déchet.

Dans ce chapitre, nous aborderons ces deux thèmes complexes et interdépendants, la politique et la sensibilisation, puisqu'ils se complètent l'un l'autre.

L'UE a établi un cadre ambitieux pour les déchets et l'économie circulaire. Toutefois, les détails sur la manière dont les déchets sont gérés et sur les responsables des différentes politiques liées à l'économie circulaire diffèrent considérablement d'un pays à l'autre, que ce soit à l'échelle européenne ou non. Ainsi, il est absolument essentiel que tout Ambassadeur zéro déchet qui souhaite suggérer des modifications réalistes mais ambitieuses à sa municipalité locale comprenne le contexte politique.

Un cadre directeur établi à l'échelle européenne sur la collecte, le recyclage, le pré-traitement des déchets et, de plus en plus, sur la réutilisation et la prévention est à la disposition des Ambassadeurs zéro déchet qui vivent dans les états membres de l'UE.

PRINCIPALES POLITIQUES EUROPÉENNES SUR LES DÉCHETS

Une révision clé de la principale législation européenne sur les déchets a été approuvée en mai 2018 et visait à conduire l'Europe vers une économie circulaire. Ces textes législatifs revus comprennent :

[Directive on Waste](#) (2008/98/EC) (also known as the Waste Framework Directive)

[Directive on Packaging and Packaging Waste](#) (1994/62/EC)

[Directive on the Landfill of Waste](#) (1999/31/EC)



Les éléments clés de la Directive-cadre sur les déchets comprennent :

- un objectif européen commun de 65 % de recyclage des déchets municipaux en 2035 ;
- un objectif européen commun de 70 % de recyclage des déchets d'emballages en 2030 ;
- des objectifs de recyclage pour des matériaux d'emballage précis (voir tableau ci-dessous) ;
- un objectif contraignant pour réduire la mise en décharge au maximum de 10 % de déchets municipaux en 2035 (voir tableau) ;

Aperçu général des nouveaux objectifs pour les états membres de l'UE dans le cadre de la gestion des déchets

	2025	2030	2035
Recyclage minimum et préparation pour la réutilisation de déchets municipaux	55%	60%	65%
Mise en décharge maximum de déchets municipaux			10%
Recyclage minimum de déchets d'emballages	65%	70%	–
Plastique	50%	55%	–
Bois	25%	30%	–
Métaux ferreux	70%	80%	–
Aluminium	50%	60%	–
Verre	70%	75%	–
Papier et carton	75%	85%	–

- les obligations de collecte séparée étendues afin d'inclure les déchets ménagers dangereux (fin 2022), les biodéchets (fin 2023) et les textiles (fin 2025) ;
- exigences minimales pour les schémas de responsabilité élargie des producteurs (REP) afin d'améliorer leur gouvernance et leur rentabilité ;
- le renforcement des objectifs de prévention, en exigeant notamment aux états membres de prendre des mesures précises pour aborder les déchets alimentaires et les déchets marins, en tant que contribution afin de respecter les engagements de l'UE envers les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies.

La Directive-cadre sur les déchets et la Directive sur les emballages et les déchets d'emballages seront également revues et probablement modifiées en 2023. Cela impliquera de nouveaux objectifs, de nouvelles définitions et de nouvelles exigences pour la collecte, le recyclage et la préparation de matières pour la réutilisation des municipalités locales.

La Commission Européenne en exercice (en 2022) a introduit [un deuxième Plan d'action d'économie circulaire](#), dès sa prise de fonctions en 2019, élaboré sur la base du premier plan d'action, introduit en 2015. Par conséquent, l'« économie circulaire » est un terme relativement nouveau avec une nouvelle législation pour les états membres de l'UE. Néanmoins, avec le deuxième Plan d'action d'économie circulaire de l'UE, nous devrions nous attendre à d'autres directives à l'avenir dans le but d'aborder des points qui vont de l'écoblanchiment à la réutilisation de textiles, [à la conception écologique](#), à la réutilisation et à la définition de recyclage – ce qui aura un impact significatif sur les stratégies zéro déchet locales à l'échelle de l'UE.

En outre, l'année 2019 a été marquée par l'adoption d'une loi européenne historique pour endiguer le flot des plastiques dans notre environnement et nos océans. [La Directive sur les plastiques à usage unique](#), un élément clé de la Stratégie européenne pour les plastiques dans une économie circulaire (2018), prétendait éviter et s'attaquer aux déchets plastiques en éliminant progressivement les plastiques inutiles à usage unique, en introduisant des incitations économiques afin de réduire la consommation et encourager la transition aux systèmes réutilisables, tout en établissant des redevances de collecte élevées et **des régimes de Responsabilité élargie des producteurs (REP)**, entre autres.

[Les régimes de REP](#) sont un instrument politique disponible pour les gouvernements. Ils appliquent le principe « pollueur-payeur » en plaçant la responsabilité du cycle de vie d'un produit – depuis la conception de produits respectueux de l'environnement et à faible impact à la gestion de leur fin de vie – sur les producteurs eux-mêmes. Leur conception et mise en œuvre (et performance subséquente) diffèrent considérablement d'un pays européen à l'autre. Toutefois, le principe général est identique – les producteurs de matières mises sur le marché sont (financièrement) tenus d'assurer leur gestion correcte.



Les types de produit les plus fréquents couverts par les régimes de REP comprennent les emballages (plastiques), les DEEE (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques), les pneus, les matelas et autres mais, une fois encore, ceux-ci diffèrent d'un pays à l'autre.

Pour un aperçu approfondi de la Directive SUP (Plastiques à usage unique), consultez [cette synthèse](#) de Rethink Plastic Alliance.

Pour les Ambassadeurs de pays en dehors de l'UE, le fait que votre municipalité et votre gouvernement national doivent suivre ces règles dépend en grande partie des accords entre le pays et l'UE. Tôt ou tard, les pays qui souhaitent adhérer à l'UE devront suivre ces directives. Toutefois, tant que les négociations sur les problèmes environnementaux n'auront pas commencé, un pays n'est pas formellement tenu de suivre la législation, ce qui est le cas de la plupart des pays candidats. Les pays comme la Suisse sont liés aux directives de l'UE dans une certaine mesure, notamment en ce qui concerne les règles du [marché unique](#). En ce qui concerne le Royaume-Uni, l'accord du Brexit a séparé la législation du Royaume-Uni de celle de l'UE. Le Royaume-Uni crée désormais son propre cadre concernant les déchets et l'économie circulaire.

POLITIQUE À L'ÉCHELLE NATIONALE

Il est important de connaître la relation précise pour l'élaboration de politiques, l'établissement de rapports et la collecte de données entre les niveaux gouvernementaux locaux, régionaux et nationaux de votre pays.

Les objectifs indiqués ci-dessus s'appliquent aux travailleurs des états membres de l'UE et leur accomplissement revient immédiatement aux gouvernements nationaux. Dans la plupart des cas, les politiques sur les déchets sont déléguées de l'échelle nationale à l'échelle locale ou régionale, la responsabilité pour avoir la capacité, choisir les méthodes et obtenir les financements pour atteindre les objectifs de l'UE listés ci-dessus étant un problème clé dans l'atteinte de ces objectifs.

En tant qu'Ambassadeurs zéro déchet, nous devons non seulement connaître les politiques pertinentes de l'UE, mais aussi quelles politiques importantes liées à l'économie circulaire demeurent sous la juridiction des gouvernements nationaux.

Différences possibles entre pays :

- les municipalités auront la pleine compétence en matière de gestion des déchets ;
- la collecte est une compétence de l'autorité locale, tandis que le recouvrement de redevances peut être une compétence à l'échelle régionale ;
- les décisions concernant les matières à collecter, les coûts et la manière dont les déchets sont traités sont prises à l'échelle nationale.

Chaque pays, parfois également des sous-régions précises du pays, auront des organismes publics responsables de la collecte de données sur des indicateurs liés aux déchets. Exemples d'autorités nationales de déchets et leur collecte de données :

[Angleterre](#)

[Irlande du nord](#)

[Allemagne](#)

[Pays de Galles](#)

[Italie](#)

[Portugal](#)

[Écosse](#)

[Espagne](#)

[Croatie](#)



Bien entendu, cette liste de sites de statistiques n'est pas exhaustive. Il s'agit surtout d'une liste pour montrer un petit exemple d'organismes gouvernementaux responsables de la collecte de données sur les déchets.

Lecture complémentaire et liens clés :

[Données d'Eurostat sur les déchets municipaux](#)

[Données d'Eurostat sur le recyclage](#)

[Données d'Eurostat sur les biodéchets](#)

[La carte des mers en péril – meilleures politiques de prévention en Europe](#)

[Atteindre les objectifs de l'UE sur les déchets : les municipalités zéro déchet montrent comment aller au-delà de ce qui est nécessaire](#)

[Déploiement de la Directive sur les plastiques à usage unique – une synthèse détaillée qui décrit le contenu de la Directive SUP, y compris les objectifs précis et les exigences des états membres de l'UE](#)



Pourquoi les méthodes de calcul sont-elles importantes ?

Un point important que tous les Ambassadeurs zéro déchet doivent connaître – les données Eurostat. Même s'il s'agit de l'aperçu le plus complet sur les données sur les déchets en UE et ses pays voisins proches (raison pour laquelle il figure dans ce manuel), il ne peut être considéré comme vérifiable ou précis à 100 %. Ce n'est en aucun cas à cause du travail d'Eurostat. Au niveau des états membres, il existe plusieurs degrés de qualité de collecte de données et différentes méthodologies de calcul. Par conséquent, il est difficile de les comparer les uns aux autres. En tant qu'Ambassadeurs zéro déchet, nous devons sensibiliser à la **collecte harmonisée de données dans l'UE**, dans tous les états membres, ce qui peut être repris par d'autres pays européens. Cela suppose l'établissement de la correspondance et l'adoption de la nouvelle méthodologie de calcul de l'UE pour le recyclage, ainsi que les indicateurs clés utilisés pour mesurer les déchets, tel que le souligne le cadre [Certification des municipalités zéro déchet](#).

Ces dernières années, l'UE a introduit de nouvelles règles de mesure et de calcul pour les états membres. Les chiffres réels sur le recyclage seront ainsi certainement revus à la baisse.



Pourquoi les règles harmonisées de calcul reverraient-elles certains des chiffres nationaux sur le recyclage à la baisse ?

Que dit le chapitre Données basiques sur les déchets à ce sujet ?

Auparavant, les états membres pouvaient inclure dans leurs rapports toutes les matières recyclables collectées dans une installation de tri et par le biais de méthodes de collecte. Pour autant, dans la plupart des cas, un faible pourcentage de ces matières est trop contaminé et de trop mauvaise qualité pour être recyclé. Ainsi, elles finissent par être éliminées et mises en décharge ou incinérées – les statistiques semblent donc meilleures qu'elles ne le sont réellement.

La nouvelle méthodologie de recyclage de l'UE ne comptera désormais que ce qui part réellement dans le processus de recyclage. Cette méthodologie devra impérativement être utilisée pour la prochaine série d'objectifs de l'UE, soit au plus tard en 2025. Ainsi, les premiers résultats seront probablement disponibles début/mi-2027 (le délai normal pour déclarer ces chiffres)

Pourquoi n'y a-t-il pas davantage de politiques de l'UE sur la réutilisation et la prévention ?

Finalement, en tant qu'Ambassadeurs zéro déchet, nous devons toujours prioriser et sensibiliser aux politiques qui évitent la transformation de ressources en déchets. Le recyclage ne suffit pas pour nous sortir de la crise que nous traversons aujourd'hui – plus d'actions sont nécessaires pour intégrer les produits réutilisables, les matières et les systèmes à notre quotidien.

Comme nous l'avons vu dans les chapitres Modèle de municipalités zéro déchet et Éléments de base sur le zéro déchet, les municipalités locales sont souvent tenues de collecter et d'éliminer les déchets solides municipaux. Assez souvent, les autorités locales peuvent également décider de la structure des redevances sur les déchets dues par les citoyens, en créant des systèmes qui dissuadent la production de déchets.

Pour autant, en progressant vers le haut dans la hiérarchie des déchets pour se concentrer davantage sur la réutilisation, la réparation et la nouvelle conception, le rôle des municipalités locales est légèrement moins évident, dans la mesure où plusieurs autres acteurs et facteurs législatifs entrent en jeu. Ces acteurs comprennent des entreprises telles que des restaurants, des hôtels, des bars, etc., tandis que le cadre législatif semble différent pour la réutilisation et la prévention puisqu'il demande une action plus large à l'échelle régionale, nationale et européenne afin de produire un impact significatif en dehors des limites d'une municipalité.

Exemples d'initiatives pertinentes de prévention des déchets pour les autorités locales :

- systèmes de consigne pour plusieurs catégories de produits (des récipients pour boissons aux emballages alimentaires)
- centres de réparation et de réutilisation pour articles volumineux et électroniques
- magasins sans emballages
- nettoyage et livraison de couches réutilisables
- plateformes et applications de distribution de surplus alimentaire
- brocantes permettant de vendre toutes sortes d'articles usés, bien que les textiles soient plus fréquents

Systèmes de consigne et limitation des politiques de prévention à l'échelle urbaine

Par exemple, penchons-nous sur une politique clé de réutilisation – le système de consigne (DRS). Le DRS attribue une petite consigne sur le prix d'un produit ou d'un article, qui peut être remboursée au consommateur en retournant le produit ou l'article réutilisable à un autre prestataire de service participant. Par exemple, en faisant vos courses hebdomadaires, vous achetez votre bouteille de bière favorite et payez 10 centimes supplémentaires pour la bière. Quand vous retournerez au supermarché lors de vos prochaines courses hebdomadaires, vous pourrez retourner la bouteille au caissier ou la placer dans une machine qui l'identifiera et la collectera. Ces deux options vous remboursent 10 centimes.

C'est assez simple et ces politiques sont de plus en plus courantes dans les pays européens. Toutefois, nous notons ici cet exemple de DRS puisque ces systèmes montrent également les limitations que peuvent avoir les initiatives à l'échelle



Image de [We Choose Reuse campaign](#)

urbaine. Pour avoir un grand impact et apporter de la clarté aux citoyens quant à l'application du système de consigne, ces systèmes devraient être appliqués à l'échelle régionale ou nationale. Un DRS national est important dans la mesure où il établirait également des critères harmonisés de conception pour les produits réutilisables. En ce qui concerne l'exemple des bouteilles de bière, dans un DRS national, le système doit respecter certaines exigences de conception et de production que tous les fabricants de bière doivent suivre. Cela permet de nettoyer et de préparer facilement les bouteilles pour la réutilisation, tout en créant un pied d'égalité pour toutes les personnes concernées par le système DRS pour les bouteilles de bière, dans cet exemple – des producteurs de bière aux magasins qui vendent les bouteilles.

Considérant que le DRS est appliqué dans une ville mais pas dans la ville voisine, les producteurs ne se sentiront pas rassurés pour passer à ce système. De même, les citoyens ne sont pas sûrs des endroits qui acceptent ou non la consigne.

Une remarque importante – nous ne défendons pas que les villes ne doivent pas essayer et poursuivre le système de consigne. Dans des cas où la législation nationale n'impose pas le DRS ou d'autres modèles de mise en commun réutilisables, les municipalités ont un rôle très important dans la mise à l'essai et la mise en œuvre d'initiatives de réutilisation à l'échelle municipale.

Les entreprises telles que [Recup](#), [reCIRCLE](#) et de nombreuses autres se développent rapidement en Europe. En effet, elles travaillent avec les municipalités afin d'installer des systèmes de mise en commun pour les tasses à café réutilisables et les récipients alimentaires à emporter. Les entreprises telles qu'[Uzaje](#), en France, installent une infrastructure de nettoyage centralisée pour aider au développement des emballages réutilisables en apportant aux entreprises une méthode sécurisée et facile pour préparer les produits pour leur réutilisation.

En préconisant le DRS au sein d'un état membre, il est important de savoir que la Directive sur les plastiques à usage unique établit des objectifs pour la collecte de bouteilles de boisson en plastiques de 77 % en 2025 et de 90 % en 2029. Il est **impossible d'atteindre cet objectif uniquement grâce aux modèles standards de collecte séparée**. Par conséquent, le DRS est indispensable puisque ces systèmes permettent d'obtenir d'incroyables résultats. Une fois qu'un système de consigne a été établi dans une ville et qu'il fonctionne pour ces articles, comme des bouteilles en verre ou des canettes en aluminium, en tant qu'Ambassadeurs zéro déchet, nous devrions nous en servir pour montrer aux municipalités que le DRS peut également fonctionner pour d'autres types de produits, comme les emballages de commerce électronique, afin de contribuer réellement à catalyser l'action vers une économie circulaire.

Bien sûr, le DRS n'est qu'un outil parmi les différents outils/politiques qui peuvent contribuer à la prévention des déchets. Il existe un large éventail de politiques disponible qui diffère selon la matière cible/produit de prévention. Par exemple les centres de réparation et de réutilisation – où les citoyens peuvent apporter des produits ou des matières, depuis des vélos à des meubles et des appareils électroniques, réparés et préparés pour être revendus – sont un espace fréquent dans les municipalités zéro déchet. De même, les entreprises ont de plus en plus recours à la technologie numérique pour intensifier les systèmes de réutilisation, comme eReuse en Catalogne, qui utilise une chaîne de blocs pour créer un fond cartographique libre de produits électroniques réparés et réutilisés dans la région.

Que demander aux municipalités sur la réutilisation et la prévention ?

Compte tenu de ce que vous avez lu jusqu'à présent, que demanderiez-vous ?

Pensez au militant qui souhaitait réduire l'utilisation de tasses à usage unique en ville. Quel genre de politiques devrait-il/elle proposer à la municipalité (et au gouvernement national) ?

À cause du nombre grandissant d'acteurs nécessaires afin d'être impliquées dans les politiques de prévention à l'échelle municipale, certaines municipalités hésiteront à prendre des actions ambitieuses ou ne les considéreront pas comme prioritaires. Dans de nombreux cas, en tant qu'Ambassadeur zéro déchet, vous pouvez avoir une relation étroite avec les fonctionnaires municipaux sur le travail de la gestion des déchets. Toutefois, en ce qui concerne la réutilisation et la réparation, les fonctionnaires municipaux pertinents ayant de telles compétences se trouveront dans une autre équipe ou dans un autre département.

Néanmoins, les municipalités peuvent prendre de nombreuses initiatives et actions qui peuvent avoir un impact significatif et rapide sur la production de déchets à l'échelle locale. [La synthèse de ZWE](#) sur la manière dont les municipalités peuvent créer des stratégies de réutilisation efficaces souligne 4 domaines prioritaires principaux :

- Fixer des objectifs de réutilisation et de prévention.
- Adopter des critères socio-environnementaux des marchés publics qui priorisent la réutilisation.
- Investir et créer des points de collecte de qualité.
- Créer une culture de réutilisation locale avec la communauté.

Cette section n'est en aucun cas exhaustive. Le sujet de réutilisation et de prévention est conséquent, d'énormes volumes de ressources y étant déjà consacrés et de nombreux autres à venir, pendant que nous nous employons, dans l'urgence, à inciter des solutions pour passer vers une économie circulaire.

Toutefois, cette section prétend introduire certains des détails que nous rencontrons le plus souvent lors de la préconisation de la réutilisation et de la prévention à l'échelle locale. Lorsqu'ils travaillent avec leurs autorités locales, les Ambassadeurs zéro déchet doivent se concentrer sur deux sphères principales afin d'éviter les déchets :

- Qu'est-ce qui relève **directement** de la municipalité – p. ex. rendre obligatoire les articles réutilisables dans tous les événements publics, espaces, bâtiments et intégrer les critères de prévention aux appels d'offres publics.
- Qu'est-ce qui relève **indirectement** de la municipalité – p. ex. soutenir la croissance des magasins sans emballages, des entreprises locales qui appliquent des modèles de réutilisation, en mettant les entreprises locales en relation avec les entreprises de réutilisation existantes (pour n'en nommer que quelques-unes !)



Les politiques et les objectifs de l'UE sur les déchets sont les plus ambitieux au monde. Toutefois, à l'échelle locale, nous avons constaté de **bien meilleures réalisations grâce à l'action stratégique prise avec l'aide d'Ambassadeurs zéro déchet comme vous**. Tous ces exemples ont un point en commun : prioriser la réduction et la réutilisation des déchets. Étant donné que les politiques et les objectifs n'illustrent pas encore parfaitement comment y parvenir, il s'agit peut-être de la partie la plus difficile et la plus gratifiante de la sensibilisation du travail d'ambassadeur. Pour cela, la collaboration et le partage des meilleures pratiques sont essentiels.

Lecture complémentaire :

[Indications locales sur la création de stratégies de réutilisation – synthèse qui souligne 4 politiques principales que les municipalités doivent adopter pour contribuer à la création d'une culture locale de réutilisation.](#)



[Réduction des déchets alimentaires à l'échelle locale – synthèse qui souligne plusieurs étapes que les municipalités doivent adopter pour éviter le volume de déchets alimentaires qu'elles produisent.](#)

[Manifeste DRS – brève synthèse qui souligne la manière dont un DRS doit être mis en œuvre.](#)

[Fiches techniques de ReLoop sur le DRS – plusieurs documents très utiles soulignant les facteurs clés et les avantages du DRS.](#)

[Emballages réutilisables vs. emballages à usage unique : une évaluation de l'impact environnemental – comparaison entre les emballages réutilisables et les emballages à usage unique et leurs impacts environnementaux, ce qui montre les avantages des emballages réutilisables.](#)

[L'histoire de ReWine – étude de cas sur l'établissement du système de réutilisation pour le vin en Californie.](#)

[L'histoire de Halle 2 – étude de cas sur le centre de réutilisation et de réparation de Munich.](#)

[Fiche technique de RREUSE sur l'importance des objectifs de réutilisation et quels ils devraient être – synthèse qui souligne l'importance des objectifs de réutilisation et une orientation sur ce qu'ils devraient être.](#)

SENSIBILISATION

Bien sûr, connaître le contexte politique n'est qu'une partie du rôle d'un Ambassadeur zéro déchet efficace. Pour compléter parfaitement ces connaissances, il est également indispensable de développer vos compétences de **sensibilisation** afin de communiquer les politiques et les messages zéro déchet en toute confiance et obtenir un changement important.

- Le terme « sensibilisation » comprend un large éventail d'activités qui prétendent toutes influencer la politique publique. La sensibilisation peut inclure :
- la réalisation de recherches ;
- éduquer le public via des campagnes de sensibilisation ;
- rencontrer les politiciens ;
- organiser des campagnes sur les réseaux sociaux.



Les tactiques et les activités de sensibilisation sont la façon la plus importante dont un Ambassadeur zéro déchet peut contribuer à un **changement systémique**. Souvent, la sensibilisation et la mobilisation sont employées indifféremment. Pourtant, la mobilisation est davantage associée aux efforts d'influencer des documents législatifs, tandis que la préconisation englobe une gamme beaucoup plus large d'activités éducatives et de sensibilisation.

Les meilleures campagnes et initiatives de sensibilisation sont celles qui ont un objectif précis, connaissent le système et comment le tourner à leur avantage. Ainsi, la planification et la préparation sont absolument essentielles pour conduire des actions de sensibilisation. Pour suivre votre plan de sensibilisation, il existe plusieurs étapes importantes :

Comprendre

- Vous devez d'abord comprendre votre problème. Vous devez définir à quoi ressemble le succès, quelles sont les causes du problème que vous essayez de résoudre. Vous devez savoir quelles sont les personnes dont vous avez besoin à vos côtés pour obtenir le succès et celles qui peuvent s'opposer à ce que vous essayez de faire.
- **PEST** (politique, économique, social et technologique) et **SWOT** (points forts, points faibles, opportunités et menaces) sont des outils d'analyse très utiles à ce stade, ainsi que les arborescences de problèmes pour vous aider à creuser davantage les causes profondes du problème.

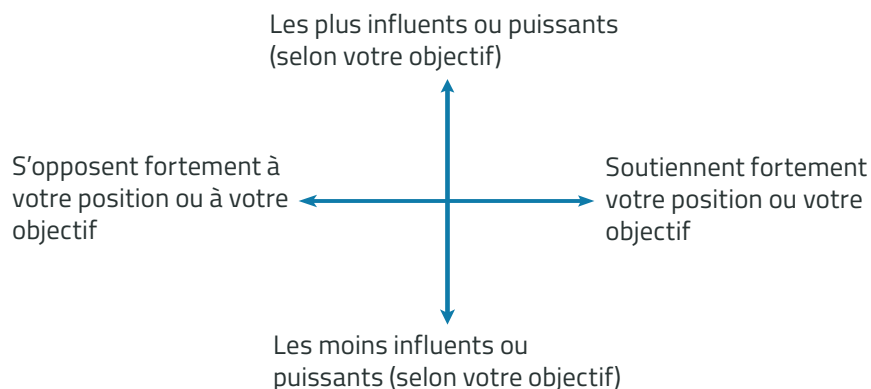


Planifier

- Vous devez faire une pause et identifier plusieurs étapes sur la manière d'atteindre votre objectif. Par exemple, identifier ce qu'il doit arriver tous les ans, tous les mois ou toutes les semaines vous aidera réellement à déterminer comment vous pouvez atteindre votre succès et ce que vous devrez faire.
- Vous devez également être capable d'identifier les objectifs clés et planifier vos messages clés – qu'allez-vous dire pour inciter les gens à agir et à qui vous devez vous adresser.
- Identifier les principaux porteurs d'enjeux en les comparant dans le graphique ci-dessous, considérant que les deux axes sont leur volonté de s'engager et pouvoir changer les choses, est un outil très utile qui vous aidera dans ce processus. Toutefois, il ne suffit pas d'identifier les principaux porteurs d'enjeux. De surcroît, pensez à leur pouvoir d'apporter des changements, à leur volonté d'agir afin de contribuer à vos objectifs et commencez à détailler les activités précises auxquelles chaque porteur d'enjeux doit participer pour vous aider dans votre mission.¹

¹ Une bonne ressource, notamment sur la cartographie du pouvoir : Burfield, E. (2018). Regulatory Hacking: A Playbook for Startups.

Exemple de la cartographie du pouvoir, dont les détails peuvent être constatés [ici](#):



Agir

- Cela implique la mise en œuvre des actions planifiées identifiées auparavant, ainsi que l'évaluation de votre impact tout au long du processus, en étant ouvert aux plans de changement, aux tactiques ou à l'échange de messages, le cas échéant, si cela peut vous aider à augmenter votre impact.
- La phase « agir » peut impliquer plusieurs « actions » différentes – rencontre avec les décideurs, réalisation de campagnes en public, renforcement des capacités des bénévoles, collecte de signatures de pétitions, partage de contenu numérique de façon ciblée, engagement auprès des médias, etc. Tout ce qui peut aider les gens que vous voulez faire agir comme vous le souhaitez et pouvant s'agir de personnes physiques qui trient mieux leurs déchets domestiques ou d'un politicien qui propose un nouveau libellé pour une loi importante.

Pour certains, la sensibilisation peut sembler intimidante, ou être naturelle. Dans n'importe quel cas, il s'agit d'une partie essentielle et indispensable de notre travail en tant qu'Ambassadeurs zéro déchet. Toutefois, il existe plusieurs outils pour vous aider à ce que votre travail de sensibilisation ait le plus d'impact possible et préciser quels sont vos objectifs, comment vous les atteindrez vous et des personnes dont vous avez besoin pour ce processus. De plus, une grande partie de la sensibilisation est la capacité à communiquer – que ce soit à l'écrit ou à l'oral. Les compétences en communication peuvent être travaillées et développées. Toutefois, être un orateur sûr de soi est souvent le résultat d'une préparation suffisante. Pour une sensibilisation efficace, il est essentiel de connaître vos messages clés, votre public, ses motivations et ce que vous voulez qu'il fasse après avoir lu/entendu vos communications. Toutefois, il est toujours utile de savoir et d'être réconforté par le fait que les plans ne se déroulent pas toujours à 100 % comme prévu. Ils peuvent échouer ou dépasser vos attentes. Avoir un plan vous aidera à évaluer les résultats, bons ou mauvais, et vous servira de guide précieux sur la voie à suivre. Pour plus de renseignements sur la communication efficace, consultez le chapitre Communication et commentaires explicatifs. Vous y trouverez également plus de renseignements sur l'utilisation de la cartographie du pouvoir.



FOIRE AUX QUESTIONS

Avant de lire les réponses, demandez-vous : quelle serait votre réponse ?

1. Où dois-je aller pour trouver les politiques pertinentes sur les déchets et l'économie circulaire pour ma communauté ?
2. Quels sont les meilleurs exemples de politiques qui contribuent au zéro déchet ?
3. Pourquoi ne pas simplement bannir toutes les matières problématiques ?

1. Où dois-je aller pour trouver les politiques pertinentes sur les déchets et l'économie circulaire pour ma communauté ?

Cela variera selon votre région et pays de résidence. Eurostat fournit le meilleur aperçu du contexte européen. Ensuite, pour l'échelle nationale, ou même régionale d'un pays, vous devrez savoir qui est responsable de la gestion des déchets et où les données collectées sont rendues publiques. Chaque municipalité avec laquelle vous travaillez doit savoir à qui communiquer leurs données sur les déchets.

2. Quels sont les meilleurs exemples de politiques qui contribuent au zéro déchet ?

Toute politique suivant la structure d'une Municipalité zéro déchet est bénéfique et doit être encouragée par tous les Ambassadeurs zéro déchet. Celles-ci varient de l'introduction de systèmes de collecte séparée aux systèmes PAYT et objectifs sur le volume de matières réutilisées par an. Alors que certaines de ces politiques sont élaborées et mises en œuvre à l'échelle locale, les politiques nationales et régionales sont essentielles pour permettre aux municipalités la prise d'actions ambitieuses. Par exemple les lois nationales qui imposent la collecte séparée de matières organiques, comme ce fut le cas de la Slovénie dans les années 2000, ou la loi française récente qui impose aux supermarchés le don des restes de déchets alimentaires.

3. Pourquoi ne pas simplement bannir toutes les matières problématiques ?

En théorie, cela fonctionnerait et nous pourrions, à nous seuls, empêcher que la plupart des matières problématiques n'entrent sur le marché. Toutefois, en réalité, nous devons créer une stratégie de transition distante de nos modèles économiques actuels. Les entreprises et les citoyens doivent être soutenus et guidés pour passer aux matières réutilisables et plus sûres au quotidien. Bien sûr, nous préconisons les interdictions, mais celles-ci doivent être accompagnées de solutions alternatives et d'un calendrier ambitieux mais réaliste permettant à tous les porteurs d'enjeux pertinents de s'adapter avant que l'interdiction ne soit appliquée.

Questions finales pour la réflexion du lecteur :

- Dans ce chapitre, quelles sont les parties les plus confuses ou difficiles à comprendre ? Pourquoi pensez-vous ainsi ?
- Quels sont les principaux acteurs avec qui vous devez travailler dans votre communauté sur les politiques de prévention des déchets ?
- À votre avis, pourquoi l'élaboration de politiques est-elle effrayante ou ennuyeuse pour certaines personnes ? Et pourquoi est-elle passionnante pour d'autres ?
- Quelles sont vos compétences qui font de vous un bon défenseur ? Selon vous, que pouvez-vous améliorer ?
- De quels outils et de quelles méthodes disposez-vous pour vous aider dans votre sensibilisation ?
- Que souhaitez-vous retenir de ce chapitre ?
- Quelles sont les étapes suivantes que vous souhaitez prendre dans votre travail, le cas échéant, à ce sujet ?
- Que voulez-vous savoir de plus ?